

Crise : les enjeux des capitalistes et les nôtres

La crise ne va-t-elle toucher que des banquiers, des capitalistes très fortunés, des traders richement payés à leur service ? Ou risque-t-elle de toucher l'ouvrier, l'employé, le petit salarié ?

Eh bien, cela dépend de nous, de notre réaction. Devant Wall Street, la Bourse américaine, des petites gens sont venues manifester. Du coup, le premier plan de Bush qui consistait à faire payer à la population 700 milliards de dollars (6000 dollars par ménage) pour que les financiers ne les perdent pas, a capoté. Les députés ont refusé de voter un plan pareil juste avant des élections.

C'est bien entre les gros de la finance et la population qu'il va falloir partager les dégâts. Le jour où Bush a annoncé son plan, les Bourses du monde entier avaient monté comme jamais. Et lorsqu'on a su qu'il n'avait pas encore été voté, de nouvelles banques se sont effondrées aux quatre coins du monde.

Lorsqu'un ménage s'endette trop, on lui tape vite sur les doigts : interdiction bancaire, huisseries, expulsion, etc. Mais les banques, elles, vivent sur des montagnes de dettes. Lorsqu'elles nous prêtent 10 000, elles n'ont en réalité dans leurs coffres au maximum que 800 ! En plus, de cela, ces 800 ne sont pas de l'or, du dollar ou de l'euro. Cela peut être des actions, ou des « subprimes » américains.

Il suffit donc que le cours de ces actions descende en bourse, ou pire que les clients inquiets viennent en nombre réclamer de récupérer leurs dépôts, et la banque va s'effondrer... devenant incapable de rendre à tous les clients leur pécule.

Sarkozy a déclaré qu'il garantissait tous les dépôts et toutes les épargnes des Français. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'en cas de risque de faillite, c'est l'Etat qui va mettre de l'argent frais pour sauver la mise aux banques ou aux caisses d'épargne. Très bien... sauf que, d'où viendra cet argent ? De la poche de M. Sarkozy ?

L'Etat, en France comme aux Etats-Unis, est lui aussi archi endetté. Il ne peut donc qu'augmenter encore cette dette, en émettant par exemple un emprunt... auprès des banques !!!

On le voit, c'est un système de fous. Quand l'Etat dit qu'il garantit, c'est forcément qu'il garantit de nous faire les poches, d'une manière ou d'une autre. Sinon, ce sont des mots creux, creux comme des dettes devenues trop énormes.

La crise est en train de détruire, de réduire en fumée des centaines de milliards de valeurs en trop sur la planète capitaliste, des valeurs qui dépassent beaucoup trop la valeur de ce qui est réellement produit et qui existe grâce au travail productif. C'est l'écart entre les deux choses qui est devenu bien trop grand. La crise ne pourra s'arrêter que lorsque les capitalistes eux-mêmes jugeront que l'écart a été assez réduit.

Qui va payer la réduction de cet écart, qui va s'appauvrir des centaines de milliards qui partent en fumée ? C'est là que se situent les enjeux. D'une part, les capitalistes vont essayer de nous refourguer la note au maximum. Et plus nous nous tairons, plus les petits devront payer. Il ne faut absolument pas compter sur l'Etat. Il est fabriqué de A à Z au service de ce système, le capitalisme.

Si nous ne disons rien, si nous ne bougeons pas, seul un autre enjeu va jouer, et joue déjà : entre les capitalistes eux-mêmes. La crise est un moment propice pour un changement de la donne parmi les dirigeants de leur économie : nombreux sont ceux qui vont perdre les premières places, mais d'autres vont les gagner, se renforcer. Les Etats-Unis eux-mêmes vont forcément voir leur domination économique reculer, ce qui n'est que la traduction d'un recul longtemps masqué par leurs montagnes de dettes.

Alors, ne nous laissons pas duper par les discours et les attitudes de façade ; les requins sont en train de s'entre dévorer. Et ils aimeraient bien en plus que ce soit nous qui payons la note.

30/9/2008

L'Ouvrier n° 197

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX